

N° DP 25/644

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN VEHICULE UTILITAIRE POUR LES BESOINS DU TOURNAGE DE LA SERIE "TOM ET LOLA" SAISON 2

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU les articles L. 322-1 à L. 322-13 du Code de l'Environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention de mise à disposition ci-annexé,

VU la demande de la société DEMD Productions de disposer d'un camion benne pour les besoins de la série dénommée « Tom et Lola » le 04 juin 2025,

CONSIDERANT que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

CONSIDERANT l'intérêt général que revêt le projet sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en termes de retombées économiques et d'attractivité,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE METTRE à disposition de la société DEMD Productions d'un véhicule utilitaire défini dans la convention ci-annexée.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention ci-annexée définissant les conditions de la mise à disposition.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes seront imputées à l'opération n°16121, article n°70323 du Budget Principal 2025 de la Métropole.

La présente Décision sera

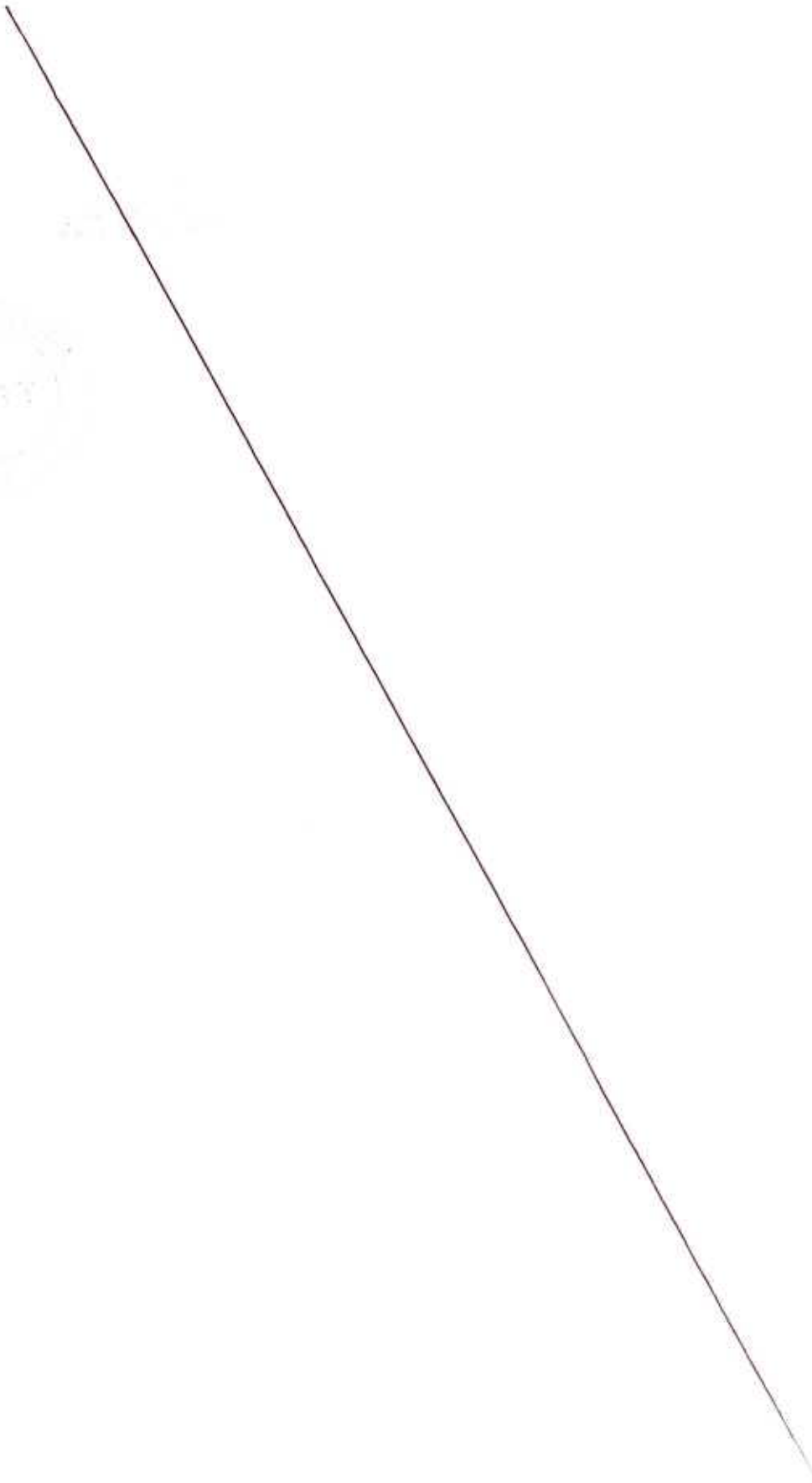
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **10 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN VEHICULE UTILITAIRE
POUR LES BESOINS DU TOURNAGE DE LA SERIE
TOM ET LOLA SAISON 2**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre-GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP

Ci-après dénommée « la Métropole »

D'une part,

Et

La société DEMD Productions, ayant son siège social à 46 avenue de Breteuil 75007 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 377 608 377 ; Code APE : 5911A, N° TVA Intracommunautaire : FR 70 377 608 377, représentée par Sébastien PAVARD, en sa qualité de Directeur général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « la Production »

D'autre part.

Article 1 – Objet de la convention

La Métropole met à disposition de la Production dans le cadre du tournage de la série intitulée « Tom et Lola », dénommée ci-après "l'œuvre", le véhicule utilitaire décrit ci-dessous, dont elle déclare être le propriétaire, pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

- Camion benne immatriculé GT-571-TY 83 (cf. Photo en annexe)

Ci-après désignés sous le terme « le véhicule ».

La Production atteste que l'œuvre n'a pas de caractère pornographique.

Article 2 – Durée de la mise à disposition

Le véhicule défini à l'article 1 est mis à disposition de la Production pour les besoins du tournage, le 04 juin 2025 de 07h00 à 12h00.

Article 3 – Conditions financières

Une somme de 200 euros HT sera réclamée en contrepartie de la mise à disposition du véhicule. Il est précisé que la Métropole a opté pour l'assujettissement de ces redevances et prestations à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) conformément à l'article 260.2 et 261 D 2° du Code Général des Impôts.

La redevance se trouvera automatiquement assujettie à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de son échéance.

Le paiement sera réclamé par l'envoi d'un avis des sommes à payer, adressé par la Trésorerie de Toulon, libellé et envoyé par voie postale à :

DEMD Productions
46 avenue de Breteuil
75007 Paris

Article 4 – Conditions d'utilisation

Le véhicule sera conduit exclusivement par un agent métropolitain, ci-après désigné "le conducteur", pendant toute la durée du tournage.

La Métropole prendra en charge toutes les procédures administratives nécessaires afin que l'agent puisse être embauché en tant que figurant par la production.

La dépose et la repose du flocage Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le véhicule sera effectuée par la Métropole. La Production sera quant à elle chargée de la pose et de la dépose du flocage prévu pour les besoins du tournage.

Article 5 – Etat du véhicule

Le véhicule est pris en l'état et rendu en l'état à l'issue du tournage. Un état des lieux sera effectué conjointement par le conducteur et un représentant de la Production avant le début et à la fin du tournage.

Le véhicule objet de la présente mise à disposition répond aux normes en vigueur.

Article 6 – Engagements réciproques des parties

6.1. Désignation d'un référent

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteur privilégié durant toute la durée du tournage, aux dates et aux horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Production,

- Boris LAURENT en sa qualité de régisseur général, Email : boris.regie@gmail.com - tél : 06 10 59 20 97

- Pour la Métropole

- Jonathan MARTIN, Service d'Accueil des Tournages, Email : jmartin@metropoletpm.fr - tél : 06 10 58 30 48

6.2. Engagements de la Métropole

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre afin de faciliter la réalisation du tournage, sous réserve des conditions impératives de conservation du véhicule.

La Métropole s'engage à garder confidentielles les informations relatives à l'œuvre et au tournage et à ne divulguer aucune information ou image sans accord préalable de La Production.

6.3. Engagements de la Production

La production s'engage à ne pas dégrader l'image de la Métropole que ce soit à l'occasion du tournage, lors de la promotion de l'œuvre, ou toute autre circonstance.

Dans le cadre de la communication institutionnelle de la Métropole, la Production s'engage à :

- Inscrire au générique de l'œuvre une mention de remerciement à destination de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- Remettre à titre gratuit à la Métropole des photographies du tournage après la date de sortie de l'œuvre en France,
- Evoquer, chaque fois que cela s'y prête et dans la mesure du possible, le territoire de la Métropole notamment lors des entretiens avec des journalistes ou lors de la promotion de l'œuvre,
- Autoriser le Bureau d'Accueil des tournages TPM à réaliser des prises de vue du tournage dans le cadre de sa communication institutionnelle avec l'accord préalable de la Production,

Article 7- Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, la Production ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 8– Annulation – Report tournage

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être, en tout ou partie, effectué aux dates prévues à l'article 2, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Dans ce cadre, les conditions financières sont susceptibles d'évoluer.

Article 9– Responsabilités - Assurances

Article 9.1 Responsabilités

La Production demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de la mise à disposition du véhicule et de son occupation des lieux, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

Il est précisé que le chauffeur du camion, placé en situation de congés, sera sous la seule et entière responsabilité de la Production, et qu'en cas de survenance d'un dommage, seule la responsabilité de la Production pourra être recherchée.

La Production est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de la mise à disposition du véhicule et de son occupation des lieux, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Métropole ne garantit pas la Production, et par conséquent décline notamment toute responsabilité dans les cas suivants :

- En cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux, et généralement de tous troubles apportés par des tiers ou voies de fait ;
- En cas d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition ou en cas de dommage sur le véhicule mis à disposition ;
- Dans le cas où le terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres fuites.

Article 9.2 Assurances

La production devra être titulaire d'une assurance pour le véhicule mis à disposition qui comprendra à minima les garanties suivantes : responsabilité civile, protection juridique, individuelle conducteur, vol incendie, vandalisme, attentat, force de la nature, bris de glace, dommages accidentels, contenu des véhicules, catastrophes naturelles, assistance. La Production fera son affaire personnelle du paiement des franchises en cas de survenance d'un dommage, et ne pourra à ce titre réclamer quelque somme à la Métropole.

La Production devra fournir l'attestation d'assurance correspondante avant la date de mise à disposition du véhicule.

La Production devra également être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant sur les lieux ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Production devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les lieux mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à La Production dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Production ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Production, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Production.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

La Production répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de son occupation à moins qu'il ne prouve qu'elles aient lieu par cas de force majeure, par la faute du propriétaire, ou de tiers responsables des dommages imputables.

La production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés dans les cas ci-dessus énoncés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, sauf son recours contre qui de droit, la responsabilité de TPM du terrain ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant tous les risques précités et devra fournir une attestation à la Métropole avant la date de la mise à disposition.

Article 10 – Résiliation – retrait de l'autorisation

La Production peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. À la suite de sa résiliation, la Production ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 11– Droits cédés

La Métropole accorde l'autorisation à la Production, dans le cadre de l'œuvre et sa promotion, de représenter et de reproduire sur tout support connu ou inconnu à ce jour pour le monde entier et sans limitation de durée et sans qu'aucune rémunération supplémentaire ne soit due à la Métropole et le Gestionnaire, qu'il s'agisse d'utilisations commerciales ou non commerciales, les séquences filmées dans les lieux de tournage.

La Production pourra effectuer toutes coupures de montage nécessaires à partir des enregistrements et des prises de vues cinématographiques.

Article 12 – Droits à l'image

La Production s'engage à ne pas utiliser des prises de vues, de visiteurs ou de membres du personnel, sans leur autorisation écrite. Il appartient à la Production de préciser, dans le document qu'elle soumettra à la signature des intéressés, la nature et les conditions d'exploitation de leur image. Les photographies sont prises sous l'entière responsabilité de la Production et elle ne saurait en aucune manière appeler la Métropole en garantie en cas de litige consécutif à une utilisation répréhensible de l'image des personnes photographiées.

Article 13 – Dispositions diverses

13.1. Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

13.2. Réglementation applicable

La Production est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la Production.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

Pour la Production

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN,
Le Président**



